

UR Travail et Mondialisation



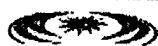
Institut de Recherche
Pour le développement

Universidad Nacional
de General Sarmiento



Auspicia:

AGENCIA



Agencia Nacional de Promoción Científica y Tecnológica
Fondo para la Investigación Científica y Tecnológica (FONCyT)

Coloquio internacional

Trabajo, conflictos sociales e integración monetaria : américa latina en una perspectiva comparada

Campus de la UNGS

Buenos aires, 11 al 13 de octubre 2005

**LES CHOIX PROFESSIONNELS DES AGRICULTEURS
PERUVIENS DANS UN MONDE GLOBALISE**

Pascale Phélinas

COMMUNICATION AU COLLOQUE « TRAVAIL, CONFLITS SOCIAUX ET INTEGRATION MONETAIRE : L'AMERIQUE LATINE DANS UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE

11 au 13 octobre 2005, Buenos Aires, Argentine

LES CHOIX PROFESSIONNELS DES AGRICULTEURS PERUVIENS DANS UN MONDE GLOBALISE

Pascale Phélinas

1. INTRODUCTION

Les dernières décennies ont été une période de changement considérable au niveau global. Comme dans beaucoup de pays, le contexte économique péruvien a été caractérisé par la libéralisation de l'économie, l'ouverture commerciale, la privatisation des entreprises publiques, et le retrait de plus en plus marqué de l'Etat de l'économie marchande qui s'est manifesté par la réduction des dépenses publiques, la déréglementation des marchés, et le désengagement politique sur les mesures de redistribution. Ce contexte de libéralisation et d'ouverture économique, commerciale, et financière suscite beaucoup d'inquiétudes quant à ses répercussions sur la capacité du pays à créer de nouvelles sources de revenu et d'emploi en réponse aux opportunités et défis apportés par la nouvelle donne internationale. La faible croissance de l'emploi dans l'industrie « moderne » a placé un lourd fardeau sur l'agriculture et sur le secteur des services pour créer des emplois à un rythme qui égale celui des nouveaux entrants sur le marché du travail.

Or, au Pérou, le secteur agricole a une faible capacité d'absorption de la main d'œuvre disponible imputable à de nombreux facteurs : la pauvreté des ressources naturelles, la rigueur du climat, la rareté de l'eau, le peu de ressources disponibles pour financer l'investissement et les difficultés d'accès au crédit d'agriculteurs dont la formation technique et managériale est quasi inexistante. En outre, les coûts élevés de commercialisation du fait du manque de moyens de communication, des distances, de l'état des routes, et par conséquent de la faible circulation de l'information sur les prix et leurs tendances ne facilitent pas la commercialisation des produits agricoles. En conséquence, la demande solvable qui émane généralement des villes a du mal à induire une augmentation de l'offre rurale de produits agricoles susceptible d'améliorer l'emploi et les revenus agricoles.

L'agriculture est toutefois loin d'occuper les actifs ruraux à temps plein. Divers travaux ont souligné la diversité de emplois occupés par les travailleurs des exploitations agricoles péruviennes de la Sierra (Caballero, 1981 ; Figueroa, 1980 ; Gonzales de Olarte, 1994). Plusieurs études récentes portant sur l'Amérique Latine ont signalé la persistance et parfois la progression des activités que développent les exploitations agricoles afin de diversifier leurs sources de revenu, que l'on nommera activités alternatives¹. Ces études soulignent les répercussions de ces activités sur l'absorption de la main d'œuvre

¹ Il est difficile de trouver un terme satisfaisant et concis pour décrire l'ensemble des activités que développent les exploitations rurales afin de diversifier leurs sources de revenus. Le terme d'activité secondaire est déjà utilisé dans la plupart des enquêtes statistiques pour définir l'activité qui occupe le plus de temps productif après l'activité principale. En outre, il présente l'inconvénient de conforter une vision répandue mais fautive, qui veut que ces activités occupent un rang secondaire à l'activité agricole et constituent des sources de revenus inférieures à celles de l'agriculture alors que l'inverse est souvent vrai. Nous avons retenu les termes d'activité, d'occupation ou encore d'emploi alternatifs.

dans des emplois (plus ou moins) productifs, le ralentissement de l'exode rural, l'amélioration de la distribution des revenus, et la réduction du nombre de pauvres (Lanjouw, 1999 ; Elbers et Lanjouw, 2001 ; Escobal, 2001 ; Ferreira et Lanjouw, 2001 ; Ruben et Van den Berg, 2001 ; Reardon et alli, 2001). Ces questions prennent, au Pérou, une dimension particulière dans la mesure où le niveau de revenu des exploitations agricoles péruviennes est très fortement corrélé avec le nombre et le type d'emploi alternatif qu'occupent les membres de l'exploitation (Phélinas, 2004). Les déterminants des choix professionnels des individus apparaissent ainsi comme une question centrale de la lutte contre la pauvreté.

La présente communication a pour objectif l'analyse des choix professionnels des agriculteurs péruviens. Après un bref rappel des difficultés d'évaluation de l'emploi, du chômage et des conditions d'exercice de l'activité en milieu rural lorsqu'on travaille avec des statistiques nationales, on présentera la situation de l'emploi en milieu rural péruvien en utilisant les différentes sources disponibles. On explorera, dans un second temps, à partir de nos propres données d'enquête, les déterminants de l'accès à l'emploi, en particulier l'emploi qualifié, dans un cadre analytique qui prend en compte les caractéristiques individuelles des travailleurs, les caractéristiques de l'exploitation agropastorale à laquelle ils appartiennent, et celui de l'environnement économique dans ils vivent et qui détermine l'ensemble des opportunités d'emploi offertes. Enfin, on discutera des effets du contexte d'insertion de l'économie péruvienne dans l'économie mondiale sur les variables pertinentes affectant l'accès à l'emploi et de ses liens avec la politique économique.

2. LES SOURCES DE DONNEES

L'analyse de l'emploi en milieu rural se heurte au Pérou à la difficulté de rassembler des données précises et fiables. Les statistiques nationales, bien que d'une qualité satisfaisante, mesurent très mal l'emploi des ruraux. L'imperfection de la mesure résulte de l'inadéquation des méthodologies d'enquête à la saisie de la multiplicité des formes d'emploi en milieu rural et de la saisonnalité de l'emploi agricole. Trois grands écueils caractérisent ces méthodologies: la définition de la population enquêtée qui exclut souvent les individus dont l'âge est inférieur à 14 ans, le choix de la semaine précédant l'enquête comme période de référence s'appliquant aux questions posées, l'ambiguïté des notions d'occupation principale et secondaire. Ces carences méthodologiques engendrent une sous-estimation indubitable non seulement du niveau de l'emploi et des revenus des ruraux, mais aussi de leur diversité (Phélinas, 2003).

Or l'analyse des déterminants de l'accès à l'emploi (agricole ou non agricole) nécessite des informations détaillées non seulement sur le nombre et la « qualité » des emplois occupés par les membres des exploitations agropastorales, mais aussi sur les caractéristiques des travailleurs et les propriétés de l'environnement dans lequel ils vivent. Dans l'optique de combler les lacunes des sources nationales et afin de compléter l'information existante, une enquête a été réalisée par l'auteure auprès d'un échantillon de 300 foyers ruraux situés dans trois provinces du Pérou, sélectionnées selon trois principes : des zones présentant un dynamisme économique contrasté, des conditions de production agricole diversifiées, et situées à des distances variées des centres urbains ou d'un axe de communication important.

Les provinces enquêtées ont été sélectionnées après une analyse minutieuse de plusieurs sources (INEI, 1994 et 2001 ; Mazurek, 1998 ; Gonzales de Olarte, 1982 ; Pulgar Vidal, 1970). Elles sont situées dans trois régions très différentes tant du point de vue géographique, qu'écologique, et économique : Trujillo dans le département de La Libertad (côte), Celendín dans le département de Cajamarca (sierra), et La Convención dans le département de Cusco (selva haute). La province de Trujillo présente les conditions d'emploi les plus favorables grâce à un climat clémente, à l'existence d'infrastructures d'irrigation qui accroît la capacité d'absorption de la main d'œuvre dans l'agriculture et à la proximité de la ville de Trujillo, qui est la capitale départementale. Par ailleurs, le département de La Libertad, où se trouve cette province, ne compte que 18% de foyers vivant en dessous du seuil de pauvreté, ce qui le range parmi les huit départements les plus « riches » du Pérou. La province de Celendín illustre une

situation nettement moins désirable, en raison à la fois de la pauvreté de l'agriculture imputable aux rigueurs du climat et de la petite taille de la ville de Celendin. Cette province est située dans la zone de *sierra* dont on sait qu'elle concentre la pauvreté rurale : 77,4% des individus vivant dans la province de Celendin n'ont pas un niveau de revenu suffisant pour acquérir le panier de consommation de base. Toutefois, cette province est assez bien reliée à la capitale départementale qui est Cajamarca. Enfin, la province de La Convención se caractérise par une agriculture relativement prospère grâce à la culture du café et la proximité d'une ville de moyenne importance (Quillabamba). En revanche, cette zone est très éloignée de la capitale départementale (Cusco) et mal desservie par un réseau routier en mauvais état. En outre, 75,3% de la population du département de Cusco auquel appartient cette province est considérée comme pauvre (INEI, 2002).

L'échantillonnage a été réalisé selon les méthodes standard de tirage aléatoire à partir de listes des familles agricoles de chacune des zones. La base de données est composée de 303 exploitations comprenant 1418 personnes. L'enquête proprement dite a été réalisée entre les mois de septembre et octobre 2002, et porte sur la campagne agricole 2001-2002.

3. L'EMPLOI EN MILIEU RURAL : ETAT DES LIEUX

3.1.1. Les travailleurs ruraux sont-ils sous-employés ?

Une des caractéristiques notoires du milieu rural est la faiblesse des taux de chômage ouverts. Au Pérou, ils varient, selon les enquêtes entre 1,5% et 2,7% de la population active agricole. Cette absence d'individus sans emplois s'explique de plusieurs façons. Elle reflète d'abord la rationalité économique des exploitations agropastorales péruviennes, largement documentée dans la littérature (Golte, 1980 ; Caballero, 1981 ; Gonzales de Olarte, 1994), fondée sur la maximisation de la production plutôt que sur la maximisation du profit, qui implique la mise au travail de toute la main d'œuvre familiale disponible (au lieu de l'emploi des seuls travailleurs dont le produit marginal est positif). Cette logique d'organisation de la production produit peu de chômeurs mais fabrique généralement des actifs faiblement productifs qui peuvent difficilement prendre en charge un nombre élevé de dépendants. Dans ce contexte, les liens familiaux et communautaires fonctionnent comme une sorte d'assurance chômage ou de sécurité sociale informelle entre les individus. Ils sont mis en jeu chaque fois qu'il s'agit d'attribuer un emploi et donc de garantir un revenu minimum à chacun des membres de la communauté jugé en âge de travailler.

Toutefois, dès lors que la quasi-totalité des individus travaillent, la première question qui vient immédiatement à l'esprit est celle du sous-emploi éventuel des travailleurs. Cerner la notion de sous-emploi et le mesurer avec la meilleure précision n'est pas chose aisée. On considère généralement que le sous-emploi englobe les travailleurs affectés par une faible durée de travail que ce soit pour des raisons économiques, techniques ou structurelles². Afin d'apprécier la mesure dans laquelle les membres des exploitations agricoles sont sous-employés, on a calculé, à partir de nos données d'enquête, le nombre de jours annuels travaillés.

Le résultat le plus saillant qui ressort immédiatement du tableau 1 est le nombre limité, bien que variable, de journées travaillées par an dans les trois provinces échantillonnées : 187 jours en moyenne à Trujillo, 162 à Celendin et 104 à La Convención, soit environ entre 5 et 8 mois. Même si le nombre de jours de travail par an que l'on considère comme normal varie considérablement selon la profession ou l'activité, ces chiffres indiquent qu'une quantité non négligeable de temps productif reste inutilisé et que les travailleurs ruraux souffrent, en moyenne, de sous-emploi chronique.

On peut identifier deux causes principales à ce sous-emploi manifeste. D'abord, l'agriculture et l'élevage réunis ont une capacité d'absorption de la main d'œuvre limitée, y compris dans des zones où

² On parle dans ce cas de sous-emploi visible. La notion de sous-emploi invisible, qui est également évoquée dans la littérature, se réfère à une mauvaise répartition des ressources en main-d'œuvre ou à un déséquilibre structurel entre la main d'œuvre et les autres facteurs de production, et dépasse le cadre analytique de notre étude.

l'intensité culturelle est élevée grâce à l'irrigation (Trujillo), ou encore dans les zones dominées par des cultures intensives en main d'œuvre comme le café (La Convencion). Ensuite, les opportunités d'emploi alternatif sont inégalement distribuées entre les provinces enquêtées. Enfin, les disparités dans les coûts de transactions supportés par les travailleurs lorsqu'ils s'engagent sur le marché du travail varient d'une province à l'autre.

Tableau 1 : Nombre annuel moyen de jours travaillés par actif occupé

	Trujillo				Celendin				La Convencion			
	Homb.	Mujer.	Niños	Total	Homb.	Mujer.	Niños	Total	Homb.	Mujer.	Niños	Total
Auto empleo agropastora	93	68	33	78	98	64	31	75	100	78	39	81
Empleo alternativo	151	80	11	109	61	130	15	87	26	28	3	23
Total dias de trabajo	243	149	44	187	159	194	46	162	126	106	43	104

SOURCE: Proyecto IEP/IRD, 2001/2002, Encuesta sobre la medicion del empleo rural

L'accessibilité des zones rurales imputable à un réseau de communication bien développé et en relatif bon état, la proximité de la capitale du département (Trujillo), et par conséquent l'existence de marchés dynamiques, tant pour les produits que pour les facteurs, explique l'importance des occupations alternatives dans l'emploi du temps des travailleurs à Trujillo. En revanche, les zones de Celendin et de manière encore plus probante de La Convencion, se caractérisent par le manque d'opportunités d'emploi autres que l'auto-emploi, des marchés locaux étroits, de grandes distances des centres de population aggravées par la faible qualité des routes. En conséquence, les travailleurs de ces deux provinces, plus éloignés des capitales départementales et moins facilement mobiles, ont plus de mal à s'employer dans des activités alternatives.

Les hommes travaillent en moyenne plus de jours que les femmes. Une des raisons de cet écart est la charge de la gestion des tâches domestiques et familiales qui incombe principalement aux femmes. Le sous-emploi peut ainsi apparaître chez les femmes comme un mode de conciliation entre activité professionnelle et vie familiale. Toutefois, ce déséquilibre entre hommes et femmes a d'autres explications : les inégalités de qualification et de rémunération qui font que, dans un couple, c'est le moins bien rémunéré des deux qui travaille moins dans le secteur marchand. Les enfants effectuent un nombre annuel de jours de travail assez faible (de 3 à 15). Ils accordent l'essentiel de leur temps à l'élevage, activité consommatrice de temps mais assez peu pénible, et compatible avec la scolarité.

3.1.2. La nomenclature officielle des emplois et des branches d'activité

Une autre façon d'apprécier la situation de l'emploi en milieu rural est d'étudier la distribution des emplois occupés par les travailleurs à partir des différentes bases de données disponibles et en utilisant les catégories statistiques existantes³. On notera d'abord la grande convergence des différentes sources dans la part relative de chaque profession dans l'emploi total. Cette convergence suggère que l'omission d'un grand nombre d'occupations secondaires dans les enquêtes nationales affecte peu la distribution des emplois. Ce résultat est en grande partie imputable à la très grande concentration des emplois occupés

³ On a choisi des sources qui présentaient un degré suffisant de cohérence (année de réalisation, date de passage de l'enquête) afin de les confronter à nos propres données d'enquête. Cette juxtaposition ne permet pas de comparer directement les sources entre elles, car les méthodologies d'enquête et les échantillonnages divergent, mais d'apprécier dans quelle mesure les conclusions que l'on peut tirer de chacune d'entre elles se recoupent. Ce travail de comparaison a nécessité un lourd travail de reconstruction des catégories socioprofessionnelles utilisées dans les enquêtes nationales afin de les rendre compatibles entre elles et avec celles utilisées dans notre propre enquête. On a regroupé dans une même catégorie « agriculteur » tous les emplois qui correspondent aux travaux consacrés à l'exploitation agropastorale familiale. Toutes les autres occupations, qu'elles soient exercées à titre principal ou secondaire, ont été comptées comme occupation alternative.

autour de trois ou quatre professions. Dans ces conditions, la distribution des emplois manquants est nécessairement proche de celle des emplois enregistrés.

Tableau 2 : Distribution des emplois occupés par les membres des exploitations agropastorales

	INEI				CUANTO				IEP/IRD			
	Costa	Sierra	Selva	Perú	Costa	Sierra	Selva	Perú	Costa	Sierra	Selva	Perú
Fuerzas armadas y policiales	0,3	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Miembros del poder ejecutivo	0,7	0,2	0,2	0,3	0,2	1,2	0,4	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Profesionales, científicos e intelectuales	2,6	1,2	0,7	1,3	0,9	1,5	1,3	1,7	1,2	3,1	0,7	1,6
Técnicos	1,1	0,7	0,7	0,7	0,4	0,7	0,7	0,7	2,8	1,1	0,7	1,6
Empleados de oficina	0,2	0,2	0,6	0,2	1,0	0,7	0,5	0,7	0,4	0,4	0,9	0,6
Vendedores e comerciantes	11,7	6,2	7,2	7,2	4,5	7,3	7,1	7,6	12,4	8,2	5,7	8,9
Agricultores, criadores, pesqueros	55,8	70,7	68,9	68,2	58,0	66,3	67,2	64,2	58,8	63,1	76,6	65,8
Obreros	15,2	14,6	12,0	14,1	15,0	11,5	8,9	10,8	16,6	18,1	5,0	13,4
Peones	12,4	6,4	9,6	7,9	19,9	10,8	13,8	13,3	7,9	6,0	10,4	8,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES : INEI, 2000, Encuesta Nacional de hogares, especializada de niveles de empleo
 CUANTO, 2000, Encuesta Nacional sobre la medición de niveles de vida
 Proyecto IEP/IRD, 2001/2002, Encuesta sobre la medición del empleo rural

La profession largement dominante est celle d'agriculteur et les différentes sources de données indiquent des pourcentages très proches (autour de 65% des emplois occupés). La prédominance des emplois d'agriculteur tient certes à la définition du champ de l'étude, le milieu rural. Mais l'agriculture et l'élevage occupent rarement tous les individus d'une même exploitation à plein temps. Les autres occupations représentent ainsi 35% des emplois occupés et se répartissent en deux grandes catégories qui sont par ordre d'importance les emplois d'ouvriers (agricoles ou non), et les emplois de commerçants. Toutes les autres catégories socioprofessionnelles représentent une part insignifiante des emplois occupés, presque toujours moins de 1%.

La distribution des emplois selon les régions naturelles du Pérou est assez homogène. Les emplois d'agriculteurs sont toutefois moins nombreux sur la côte relativement aux autres régions. Cette plus grande diversité des emplois occupés peut s'interpréter de trois façons. Elle peut d'abord être la conséquence de revenus agricoles par tête plus élevés qui ont des effets amont (investissement des excédents d'exploitation dans des activités alternatives) et aval (augmentation de la consommation de biens manufacturés) sur la création d'entreprises, qui sont, à leur tour, la source de l'augmentation des emplois alternatifs localement disponibles. Ensuite, la diversité des emplois occupés est imputable à l'existence de grands centres urbains offrant un plus grand nombre d'emplois, d'un réseau de communication en bon état facilitant l'insertion des individus sur le marché du travail. Enfin, il est aussi le résultat d'une proportion plus grande d'individus qui ont suivi des études supérieures. Les agriculteurs de la Sierra et de la Selva, à l'inverse, s'engagent moins dans des activités alternatives. Plus éloignées des capitales départementales, moins bien ou mal desservies par le réseau de communication et moins bien dotées en travailleurs qualifiés, les caractéristiques de ces provinces tendent à freiner l'essor d'activités non agricoles.

L'emploi salarié agricole est peu répandu. La structure agraire du Pérou, caractérisée par de nombreuses exploitations de petite taille est peu favorable au développement d'un large salariat agricole. En fait, le marché du travail agricole est très localisé et consiste principalement en transactions de main d'œuvre entre agriculteurs de même rang. Toutefois, le développement particulier de l'agriculture dans les zones produisant pour l'exportation, situées soit sur la côte (canne à sucre) soit dans la selva (café), spécialisées dans des cultures à forte intensité de main d'œuvre ou dont le mode de production est intensif, est à l'origine d'une demande de travail salarié plus soutenue. Le nombre d'emplois d'ouvriers agricoles y est relativement plus élevé que dans la Sierra où les conditions de production, (faible

productivité, bas prix des produits agricoles) ne permettent pas de rémunérer des journées de travail extérieures.

La distribution des branches d'activité dans lesquelles s'emploient les actifs ruraux confirme la prédominance de l'agriculture et dans une moins grande mesure l'importance de deux autres branches d'activité, qui sont le commerce avec un peu moins de 10% des emplois et les industries manufacturières avec environ 5% des emplois. Les autres branches comme la construction, le transport et les communications, l'hôtellerie et la restauration, l'enseignement, et les services offrent chacune autour de 2% des emplois. Cette distribution varie peu entre les trois grandes régions naturelles du Pérou. L'agriculture domine largement les branches d'activités dans toutes les régions et le commerce apparaît comme le second secteur pourvoyeur d'emplois. Les industries manufacturières, toutefois, sont relativement privilégiées par les agriculteurs de la Sierra spécialisés dans les activités artisanales. Le secteur des services qui regroupe, pour le secteur public, l'enseignement, l'administration publique, la défense, la santé, et, pour le secteur privé les services aux ménages représente un part quasi constante de l'emploi dans les trois grandes régions du Pérou.

Tableau 3 : Distribution des branches d'activité des membres des exploitations agricoles

	INEI				CUANTO				IEP/IRD			
	Costa	Sierra	Selva	Perú	Costa	Sierra	Selva	Perú	Costa	Sierra	Selva	Perú
Agricultura, ganadería, caza, pesca	68,8	71,5	74,1	76,3	76,1	75,2	80,3	76,2	70,0	74,3	87,9	74,6
Explotaciones de minas y canteras	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,5	0,2	0,2	0,2	0,5	0,1
Industrias manufactureras	4,7	7,2	4,0	5,3	4,8	4,0	2,2	3,2	2,3	10,0	1,1	5,7
Suministro de electricidad, gaz y agu	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,1
Construcción	1,2	2,5	1,1	1,7	2,5	2,3	1,2	1,8	2,1	1,4	1,4	1,9
Comercio	15,1	11,2	7,2	9,6	9,3	8,9	8,4	9,7	12,5	6,0	4,8	8,9
Hoteles y restaurantes	2,0	2,1	1,4	1,7	1,1	1,7	1,4	1,5	1,2	0,5	0,7	1,4
Transporte y comunicaciones	2,1	1,6	1,1	1,4	1,8	2,0	1,6	1,8	5,7	0,5	0,7	2,4
Intermediación Financiera	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5	0,1
Actividades Inmobiliarias	1,0	0,2	0,0	0,2	0,3	0,4	0,2	0,3	0,4	0,0	0,2	0,0
Administración publica y defensa	0,6	0,7	0,9	0,6	1,4	1,1	0,7	1,1	1,2	2,4	0,9	1,3
Enseñanza privada	3,8	1,3	1,4	1,2	0,7	1,5	1,0	1,5	1,2	2,6	1,4	1,8
Actividades de servicios	0,7	1,4	1,9	1,6	2,1	2,6	2,4	2,5	2,7	2,1	0,0	1,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES : INEI, 2000, Encuesta Nacional de hogares, especializada de niveles de empleo
 CUANTO, 2000, Encuesta Nacional sobre la medición de niveles de vida
 Proyecto IEP/IRD, 2001/2002, Encuesta sobre la medición del empleo rural

3.1.3. La qualité des emplois alternatifs occupés

Un des problèmes persistants de l'économie péruvienne est sa faible propension à créer des emplois hautement productifs et bien rémunérés. Cette question se pose, en milieu rural, avec une acuité particulière car la qualité des emplois occupés par les actifs ruraux lorsqu'ils ne travaillent pas à leur propre exploitation est très hétérogène si bien que les revenus qui s'ensuivent n'offrent pas toujours de possibilités réelles d'amélioration du niveau de vie des populations rurales. Or, la classification des emplois selon la profession exercée par les travailleurs ne donne qu'une idée imprécise de la qualité des emplois occupés et par conséquent des revenus qu'ils génèrent.

Cependant, il n'est pas simple de donner une définition statistique précise de la qualité d'un emploi car elle peut s'analyser comme une fonction multivariée de tout un ensemble d'attributs. La construction d'un indicateur de qualité est donc toujours contestable dans la mesure où de nombreux éléments peuvent être retenus (productivité, niveau de revenu, stabilité mesurée par le nombre de jours annuels travaillés etc.) et où chaque travailleur peut pondérer différemment les différentes composantes.

Une analyse minutieuse des emplois occupés par les actifs ruraux révèle une dualité prononcée de ces emplois selon deux dimensions. La première dimension a trait à la productivité des emplois occupés. On peut en effet distinguer un premier ensemble d'emplois offerts par des entreprises utilisant des techniques rudimentaires, de très petite taille, n'employant bien souvent qu'une seule personne, peu qualifiée, et isolées non seulement des marchés urbains mais aussi des autres entreprises fabriquant des produits similaires. Ces emplois sont souvent des emplois résiduels ou encore de « dernier ressort » pour ceux qui n'arrivent pas à trouver une meilleure occupation et procurent des revenus habituellement très faibles. A ces occupations traditionnelles on peut opposer un second ensemble, décrit par Ranis et Stewart (1993) qui sont offertes par des entreprises relativement stables, de taille moyenne, dont l'objectif est la maximisation du profit, utilisant du travail salarié et un certain degré de sophistication technique, faisant appel à une plus grande qualification du travail, nécessitant un capital financier et physique important et dont les sources de demande se situent sur les marchés nationaux urbains ou sur les marchés d'exportation. Ce segment du marché du travail offre généralement des emplois stables et correctement rémunérés.

Cette dichotomie suggère d'utiliser la rémunération afin d'ordonner les emplois et éviter ainsi le délicat problème du classement hiérarchique des professions. La rétribution est clairement une variable ordonnée et la comparaison des rémunérations associées à chaque emploi permet de classer ces derniers en fonction de leur rentabilité « salariale ». Reste alors à définir une ligne de partage entre emplois hautement productifs que l'on assimilera aux emplois qualifiés et emplois faiblement productifs qui constitueront le groupe des emplois non qualifiés. Si le marché du travail fonctionne de manière satisfaisante, la productivité marginale des emplois de « dernier ressort » devrait avoisiner celle du travail agricole. On doit donc s'attendre à ce que les revenus tirés de ces activités soient proches de ceux des journaliers agricoles. Le salaire journalier agricole peut donc servir à départager les emplois en emploi qualifié et non qualifié⁴, le groupe des emplois dits qualifiés se composant alors des emplois dont la rémunération est strictement supérieure au salaire agricole.

La seconde dimension qui fractionne les emplois offerts en milieu rural en deux groupes est le statut du travailleur qui l'occupe. En effet, dans les conditions qui prévalent habituellement en milieu rural, le marché du travail est peu développé, voire inexistant pendant certaines périodes de l'année. Par conséquent, l'auto emploi est un phénomène très largement répandu: plus de la moitié des emplois occupés sont des emplois de travailleurs indépendants. L'importance relative de l'emploi indépendant est souvent interprétée comme un signe de pauvreté car, pense-t-on, ce type d'emploi fonctionne comme un refuge pour les travailleurs qui ne disposent pas des qualifications requises par les segments les plus lucratifs du marché du travail ou encore répond à des situations d'offre excédentaire de force de travail. Pourtant, certaines activités manufacturières ou de transport peuvent être vues comme des formes de proto-industrialisation et la dispersion des gains journaliers des indépendants atteste de la variété des activités créées. En outre, la désagrégation des emplois selon le statut permet d'identifier les logiques poussant les individus à se porter créateurs de leur propre activité (job makers) plutôt qu'offreurs de leur force de travail (job takers). En particulier, la prédominance de l'auto emploi dans certaines zones peut être l'indice de coûts de transactions élevés supportés par les travailleurs lorsqu'ils s'engagent sur le marché du travail.

Le tableau 4 présente une distribution des emplois occupés par les travailleurs ruraux de notre échantillon selon leur qualité. La moitié des emplois occupés sont des emplois non qualifiés, et ce pourcentage est relativement stable selon les provinces. L'auto emploi non agricole n'apparaît pas comme une catégorie qui regroupe des activités particulièrement mal rétribuées : le pourcentage d'emplois indépendant qualifiés est proche de celui des emplois salariés qualifiés : ils tournent autour de 5% du total des emplois. Les emplois qualifiés, indépendants ou salariés, sont plutôt occupés par les hommes, la

⁴ On utilise indifféremment les couples d'opposés suivants : qualifié/non qualifié, hautement productif/faiblement productif, bien rémunéré/mal rémunéré.

division du travail reléguant les femmes dans des activités offrant peu de perspectives. Les enfants occupent exclusivement des emplois non qualifiés.

Tableau 4 : Distribution des emplois selon leur qualité

	Trujillo				Celendin				La Convencion			
	Homb.	Mujer.	Niños	Total	Homb.	Mujer.	Niños	Total	Homb.	Mujer.	Niños	Total
Auto empleo agrícola calificado	10,4	14,2	10,7	11,9	11,5	11,9	20,9	12,4	35,7	37,4	38,7	37,4
Auto-emploi agrícola no calificado	26,0	35,8	39,3	30,7	41,0	28,7	60,5	36,1	27,0	24,2	40,0	28,1
Auto-emploi no agrícola calificado	4,7	6,5	0,0	5,0	4,5	4,6	0,0	4,2	3,0	2,3	0,0	2,3
Auto-emploi no agrícola no calificado	6,8	10,4	3,6	7,9	2,5	18,2	7,0	10,8	1,7	4,1	1,3	2,7
Asalariado calificado	8,6	2,7	0,0	5,7	7,0	3,0	0,0	4,4	5,2	2,3	0,0	3,1
Asalariado no calificado	11,7	5,4	21,4	10,1	9,8	4,0	2,3	6,3	8,7	10,5	9,3	9,1
Total empleo calificado	23,7	23,5	10,7	22,6	23,0	19,5	20,9	21,0	43,9	42,0	38,7	42,8
Total empleo no calificado	44,5	51,5	64,3	48,7	53,3	50,8	69,8	53,2	37,4	38,8	50,7	39,9
Total empleo independiente	47,9	66,9	53,6	55,4	59,4	63,4	88,4	63,6	67,4	68,0	80,0	70,5
Total empleo asalariado	20,3	8,1	21,4	15,9	16,8	6,9	2,3	10,7	13,9	12,8	9,3	12,2

SOURCE : Proyecto IEP/IRD, 2001/2002, Encuesta sobre la medición del empleo rural

4. LES DETERMINANTS DU CHOIX D'OCCUPATION DES ACTIFS RURAUX

Afin de tester l'impact de nombreuses variables sur l'accès des travailleurs ruraux à différents types d'emploi, on a construit un modèle de régression logistique multinomiale. La variable endogène représente l'éventail des occupations possibles. Elle comprend cinq modalités qui sont : l'auto emploi agricole, l'auto emploi non agricole qualifié, l'auto emploi non agricole non qualifié, le salariat qualifié, le salariat non qualifié. La modalité « auto emploi agricole » est la modalité de référence et regroupe les individus qui travaillent exclusivement à la ferme. Toutes les autres modalités correspondent à des individus qui ont occupé un emploi alternatif au cours de la campagne agricole 2001-2002 et qui ont participé, ou non, aux travaux des champs et éventuellement à la surveillance et au soin des troupeaux.

Le modèle est construit sur l'idée suivante : soit un échantillon de n individus, répartis en J catégories disjointes. Chaque individu i appartient à une catégorie j parmi les J possibles. Il est décrit par un ensemble de K caractéristiques $x_{i1}, x_{i2}, \dots, x_{ik}$ (par exemple son âge, sexe, niveau d'études, son lieu de résidence etc). La probabilité que l'individu i , compte tenu de ses caractéristiques x_{ik} fasse partie de la catégorie j est supposée dépendre des x_{ik} . La probabilité de réalisation de la modalité j par rapport à toutes les autres modalités est donnée par :

$$P(j/x_i) = \frac{1}{1 + \sum_{h=1}^{J-1} \exp(x_i \beta_h)} \quad \text{pour } j = 1, 2, \dots, J.$$

Les résultats de la régression sont présentés dans un premier tableau qui est construit dans la forme généralement adoptée par les économètres. Il reprend pour chaque catégorie comparée à la catégorie de référence les valeurs des paramètres attachés à chaque variable explicative, leurs écarts-types (entre parenthèses) et une indication de leur significativité (les astérisques, placés en exposant de la valeur du paramètre). La valeur estimée des coefficients nous renseigne sur le sens positif ou négatif de l'effet de la variable sur la probabilité d'appartenir à une catégorie donnée et nous donne une indication sur son amplitude. Elle nous permet de situer les catégories les unes par rapport aux autres mais ne peut pas être interprétée directement comme une probabilité (elle représente le logarithme de la probabilité de tomber

dans une catégorie plutôt que dans une autre). En revanche, la significativité s'interprète comme dans une régression linéaire. Elle nous indique si, selon toute vraisemblance, le paramètre est non nul, c'est-à-dire si la variable associée a réellement un effet sur l'appartenance à une catégorie plutôt qu'à la catégorie de référence.

Tableau 5 : Estimation logistiqua du choix d'emploi

	Auto empleo no agrícola cualificado	Auto empleo no agrícola no cualificado	Asalariado no cualificado	Asalariado cualificado
<i>Características de la unidad agropecuaria</i>				
Superficie en cultivos	-0,112 (0,087)	-0,342*** (0,106)	-0,241*** (0,076)	-0,152* (0,092)
Porcentaje de superficie irrigada	-0,022 (0,073)	0,015 (0,052)	-0,277* (0,147)	0,051 (0,061)
Número de ganado vacuno	0,043 (0,027)	-0,076** (0,037)	-0,078** (0,038)	0,007 (0,035)
<i>Tamaño y composición la familia</i>				
Número de trabajadores	-0,076 (0,061)	0,113*** (0,043)	0,060 (0,053)	-0,017 (0,054)
Porcentaje de mujeres	0,084 (0,728)	-0,386 (0,646)	0,903 (0,582)	2,401*** (0,864)
<i>Características personales</i>				
Edad	0,132*** (0,037)	0,135*** (0,031)	0,173*** (0,032)	0,372*** (0,065)
Edad ²	-0,002*** (0,000)	-0,002*** (0,000)	-0,003*** (0,000)	-0,005*** (0,000)
Sexo (masculino=1)	0,009 (0,288)	-0,835*** (0,260)	0,823*** (0,229)	1,688*** (0,349)
Capacitación laboral (sí=1)	0,825** (0,330)	0,007 (0,338)	0,298 (0,300)	1,242*** (0,328)
Número de meses de experiencia profesional	0,006*** (0,001)	0,009*** (0,001)	0,000 (0,002)	0,007*** (0,002)
Educación secundaria (sí=1)	0,901** (0,320)	0,397 (0,269)	0,190 (0,235)	0,921** (0,363)
Educación superior (sí=1)	0,043 (0,585)	0,578 (0,427)	0,461 (0,405)	1,541*** (0,457)
<i>Variables de localización</i>				
Trujillo (sí=1)	1,138*** (0,412)	1,321*** (0,367)	1,079*** (0,312)	0,793* (0,410)
Celendin (sí=1)	0,796* (0,449)	1,248*** (0,404)	0,376 (0,331)	0,592 (0,471)
La Convencion (modalidad de referencia)				
Log de la vraisemblance			1892,878	
Chi-deux (56)			587,267	
Pseudo R ²			0,48	
% de de clasificación correcta			65,2	
N (1018)	73	126	131	79

* Significatif au seuil de 10%

** Significatif au seuil de 5%

*** Significatif au seuil de 1%

Plusieurs indicateurs permettant de juger la qualité de l'ajustement du modèle aux données sont présentés : le log de la vraisemblance et le Chi-deux qui lui est associé ; un pseudo R^2 qui est un équivalent du coefficient de détermination empirique R^2 du modèle linéaire classique ; un indicateur de la capacité prédictive du modèle qui calcule un taux de bons classements indiquant le nombre de fois où la catégorie prédite et la catégorie observée sont les mêmes.

Un des inconvénients de la présentation du tableau 5 est d'être tributaire de la définition de la modalité de référence, pour laquelle on ne dispose pas des estimations des paramètres. En effet, le modèle logistique mesure l'effet d'une variable explicative non pas sur la probabilité d'appartenir à une catégorie donnée, mais sur la probabilité d'appartenir à la catégorie plutôt qu'à la catégorie de référence, ou, plus précisément, sur le rapport entre la probabilité d'appartenir à la catégorie et la probabilité d'appartenir à la catégorie de référence. Pour ne plus faire dépendre les résultats de la modalité de référence, une solution consiste à calculer les effets moyens des variables explicatives sur chacune des modalités possibles. Les résultats présentés au tableau 6 sont des différences de probabilités prédites par le modèle au lieu des paramètres estimés. Cette méthode permet de chiffrer l'effet de chaque variable par un nombre de points de probabilité et par conséquent de donner une évaluation directe des poids respectifs des variables explicatives. Les résultats des deux tableaux sont commentés simultanément.

Tableau 6 : Effets⁽¹⁾ moyens des différentes variables sur les probabilité d'appartenance aux différentes catégories (%)

	Auto empleo no agrícola cualificado	Auto empleo no agrícola no cualificado	Asalariado no cualificado	Asalariado cualificado	Auto empleo agrícola
<i>Características de la unidad agropecuaria</i>					
Superficie en cultivos	-0,08	-0,80	-0,86	-0,14	1,88
Porcentaje de superficie irrigada	-0,05	-0,15	-0,52	-0,03	0,75
Número de ganado vacuno	0,13	-0,30	-0,13	0,01	0,29
<i>Tamaño y composición la familia</i>					
Número de trabajadores	-0,27	0,39	0,03	-0,13	-0,02
Porcentaje de mujeres	-4,69	-8,56	-1,83	16,89	-1,81
<i>Características personales</i>					
Edad	-0,47	-0,66	-0,26	1,75	-0,36
Edad ²	0,01	0,01	0,00	-0,02	0,00
Sexo (masculino)	-0,45	-35,80	1,17	39,58	-4,51
Capacitación laboral	0,12	-8,80	-2,43	13,04	-1,93
Número de meses de experiencia profesional	1,10	-1,03	-1,13	1,14	-0,08
Educación secundaria	2,61	-1,89	-2,23	2,57	-1,06
Educación superior	2,62	-1,92	-2,40	12,65	-10,95
<i>Variables de localización</i>					
Trujillo	2,34	1,88	1,97	2,37	-8,56
Celendin	2,40	2,38	2,08	1,92	-8,79
La Convencion (modalidad de referencia)					

(1) dérivées moyennes pour les variables quantitatives
différences moyennes des probabilités prédites pour les variables qualitatives

Dans l'ensemble, les coefficients des variables du modèle apparaissent avec le signe attendu et sont significatifs. La quantité de ressources dont dispose une exploitation apparaît statistiquement significative de la capacité d'absorption de la main d'œuvre familiale dans l'exploitation agropastorale. Elle détermine également la participation de ses membres aux transactions sur le marché du travail. Les trois variables

concernées (terre, eau, animaux) sont positivement associées à la probabilité d'être exclusivement agriculteur mais négativement à la probabilité d'occuper des emplois alternatifs non qualifiés. Elles sont sans effet statistiquement significatif sur la probabilité d'occuper un emploi qualifié. Ainsi, l'augmentation d'une unité de la surface en culture augmente de presque 2% la probabilité qu'un individu soit exclusivement agriculteur, et diminue de près d'1% la probabilité d'exercer un emploi alternatif non qualifié. De la même façon, l'augmentation d'un point de pourcentage de la superficie irriguée augmente de 0,75% la probabilité qu'un individu soit exclusivement agriculteur et diminue de près d'un demi point la probabilité d'exercer un emploi salarié non qualifié. Les variations dans ces deux grandeurs affectent très peu la probabilité qu'un individu exerce un emploi qualifié. L'augmentation du nombre de bovins augmente non seulement la probabilité d'être exclusivement agriculteur mais aussi celle d'occuper un emploi indépendant. Ce résultat confirme le potentiel de la transformation des sous produits animaux comme source d'emploi alternatif et souligne les liens entre l'élevage et les autres secteurs de l'économie.

Nos résultats soulignent l'importance du capital humain dans la capacité à exercer un emploi qualifié. Les individus qui ont une formation plus longue ont tendance à occuper les emplois les plus attractifs. Cet effet se renforce avec les niveaux supérieurs d'éducation. Une formation universitaire apparaît particulièrement significative de l'accès aux emplois salariés qualifiés qui sont parmi les emplois les mieux rétribués et les plus stables. Le fait d'avoir un niveau d'études supérieur augmente de près de 13% la probabilité d'exercer un emploi salarié qualifié, toutes choses égales par ailleurs. Le rendement des diplômes du secondaire apparaît également élevé mais un niveau d'études secondaires laisse davantage ouvert le choix du statut (indépendant ou salarié). Le fait que les individus aient reçu une formation professionnelle a un effet d'une magnitude voisine de celui de la formation supérieure sur les caractéristiques des emplois accessibles : il augmente de 13% la probabilité d'exercer un emploi salarié qualifié⁵. L'ancienneté dans l'exercice d'un métier, qui est une variable indicatrice de la qualification acquise, a un effet très significatif sur la probabilité d'exercer un emploi alternatif, sauf lorsqu'il s'agit d'un emploi salarié non qualifié. L'explication, dans ce dernier cas, est à rechercher du côté de la diversité des emplois salariés non qualifiés et de la faible durée des « contrats » de travail attachés à ces emplois. Ces deux caractéristiques empêchent que s'acquière de grandes compétences monnayables sur le marché du travail. En revanche, une année d'expérience supplémentaire dans un emploi qualifié, salarié ou non, augmente la probabilité d'occuper à nouveau ce type d'emploi de plus de 1%.

L'ensemble de ces résultats est cohérent avec la faible capacité du marché foncier à ajuster la dotation en terres des exploitations à leur dotation en travail. En effet, une diminution ou l'impossibilité d'étendre la superficie cultivée va se traduire par une offre de travail dans des emplois alternatifs. Toutefois, les exploitations qui disposent d'un surplus de travail font plutôt appel au segment du marché du travail qui correspond aux emplois non qualifiés pour absorber leur main d'œuvre excédentaire. La stratégie familiale qui ressort de ces résultats est une stratégie d'optimisation du revenu à travers la répartition optimale des actifs entre les divers types d'emploi possible. Les plus performants, c'est-à-dire les mieux formés et expérimentés sont affectés aux emplois les mieux rémunérés et le reste de la main d'œuvre est assignée à l'agriculture où aux emplois alternatifs les moins qualifiés. Les foyers se comportent comme s'ils subventionnaient, à long terme, l'emploi familial par les revenus salariaux d'origine extérieure gagnés par un ou plusieurs membres. Le patrimoine productif familial est considéré, malgré son éventuelle faible rentabilité, comme le garant à long terme d'une épargne en nature et d'un filet de sécurité sociale. Dans un contexte mondial de plus en plus difficile, ces comportements participent d'une stratégie de survie pour une bonne partie des foyers ruraux.

Les autres caractéristiques individuelles affectent également de manière significative les choix d'occupation des actifs ruraux. L'appartenance au sexe masculin augmente de 40% la probabilité

⁵ Une autre spécification du modèle qui sépare pour chaque niveau d'éducation (primaire, secondaire, supérieur), les individus ayant suivi une formation professionnelle de ceux qui ont « seulement » été à l'école, montre un effet positif puissant de la formation professionnelle quelque soit le niveau scolaire atteint.

d'exercer un emploi salarié qualifié et de 1% seulement celle d'exercer un emploi salarié non qualifié. Elle est en revanche négativement associée à l'auto emploi non qualifié, ce qui confirme la division traditionnelle du travail entre les hommes et les femmes qui conduit ces dernières à être reléguées dans des occupations mal rémunérées dans lesquelles elles sont auto employées. L'âge est positivement corrélé à presque toutes les formes d'emploi, bien que de manière décroissante car au fur et à mesure que les individus vieillissent, leur propension à travailler diminue. En revanche l'âge est négativement corrélé à l'emploi salarié qualifié, l'effet étant plus fort lorsque les individus atteignent les tranches d'âge les plus élevées. Ce résultat est l'indice des différences de niveau d'éducation selon les générations. Ce sont généralement les travailleurs plus jeunes, mieux formés qui occupent les emplois les plus qualifiés.

Le pourcentage de femmes qui vivent dans le foyer est positivement corrélé à la probabilité d'exercer un emploi salarié qualifié et l'augmentation d'un point de ce pourcentage améliore la probabilité d'occuper un emploi salarié qualifié de près de 17%. Ce résultat s'explique par le fait que les femmes assument l'essentiel du temps consacré à la prise en charge des inactifs ce qui libère du temps productif masculin dont on sait qu'il est prioritairement affecté aux emplois salariés. En outre, les contraintes qui pèsent sur l'emploi féminin, à savoir la difficulté d'accès au marché du travail salarié et le fait que les activités marchandes les moins lucratives soient systématiquement affectées aux femmes, impose en quelque sorte aux hommes l'exercice d'un métier bien rémunéré afin d'assurer la survie du groupe familial.

Enfin, le « capital géographique », appréhendé à travers les variables indicatrices des provinces échantillonnées apparaît hautement significatif de la probabilité d'occuper un emploi, quel qu'il soit. Les provinces de Trujillo et Celendin sont positivement et significativement associées à l'emploi alternatif des agriculteurs qui y vivent (par rapport à la province de La Convencion qui constitue la modalité de référence). Toutefois, à Celendin, l'effet du capital environnemental s'exerce sur la probabilité d'être auto employé mais n'a pas d'influence significative sur la probabilité d'être salarié. Cette absence d'influence est l'indice des coûts de transaction supportés par les travailleurs lorsqu'ils s'engagent sur le marché du travail. En effet, le processus par lequel les travailleurs cherchent un emploi est complexe et généralement coûteux. La distance ou le temps qui sépare le travailleur d'un marché du travail, l'information sur les emplois et les rémunérations dont disposent les individus sont fondamentaux pour leur insertion sur le marché du travail. L'éloignement et les difficultés d'accès, en augmentant le coût du transport, augmentent le coût de toutes les transactions à distance, y compris les transactions portant sur le travail. Ceux qui font face aux coûts de transaction les plus élevés ont une faible capacité à s'articuler au marché du travail, ce qui justifie souvent le choix du retrait du marché du travail ou encore le choix de l'auto-emploi. Dans ce dernier cas l'internalisation de l'emploi permet d'économiser les coûts de transaction.

5. QUELLE POLITIQUE DE L'EMPLOI EN MILIEU RURAL DANS UN MONDE GLOBALISÉ ?

A partir de 1976, l'économie péruvienne a été l'objet de différents programmes d'ajustement structurel ou de stabilisation macro-économique. L'idée qui a dominé l'élaboration de ces programmes fut l'élimination de toute interférence entre l'Etat et le marché, ce dernier se chargeant d'allouer efficacement les ressources. La libéralisation de l'économie devait ainsi créer les conditions favorables à la croissance économique et à l'emploi. L'application de ces principes dans le domaine de la politique agricole s'est traduite par l'élimination systématique des contrôles de prix des produits agricoles et de certains facteurs de production (engrais, crédit), l'abandon des subventions à la consommation, et la suppression de la Banque Agraire (Gonzales de Olarte, 1996).

Le bilan que l'on a fait de la situation actuelle de l'emploi en milieu rural suffit à convaincre que l'objectif des mesures qui ont été prises depuis maintenant bientôt 20 ans est loin d'être atteint. De notre point de vue, le principal effet de l'ouverture et de la libéralisation sur l'emploi rural a été indirect. Il résulte de la focalisation sur le court terme et la restauration des équilibres macro-économiques qui s'est

fait au détriment des politiques sectorielles. En conséquence, le monde rural souffre de problèmes structurels qui n'ont toujours pas trouvé de solution adéquate.

5.1. L'emploi agricole

Le modèle présenté dans la section précédente fait apparaître deux variables importantes de la capacité d'absorption de la main d'œuvre dans l'agriculture : la terre et l'eau. Au Pérou, les ressources en terre ne sont souvent pas en rapport avec la disponibilité de force de travail familial: 70% des unités agropastorales cultivent moins de 5 hectares, ce qui veut dire qu'un hectare de terre doit faire vivre en moyenne 3,4 personnes (Censo, 1994). Au niveau micro-économique, il s'agit d'un problème central. Trois solutions peuvent théoriquement être envisagées pour alléger la pression démographique sur les terres : l'extension de la frontière agricole, l'amélioration du taux d'utilisation des terres existantes, et l'accroissement de l'intensité culturale.

L'extension de la frontière agricole est certainement l'option la moins prometteuse. En effet, selon le Ministère de l'Agriculture, 6% seulement de la superficie du pays est propice à l'agriculture, 14% favorable à l'élevage et la majeure partie de ce maigre capital est déjà en culture. La seconde façon d'alléger la contrainte foncière est d'optimiser l'utilisation des terres existantes. Un premier obstacle à une meilleure allocation des terres est la quasi inexistence d'un marché foncier. Selon le Ministère de l'Agriculture, pas plus de 17% des exploitations (soit 27% des surfaces agricoles) possèdent des parcelles titrées et enregistrées dans un cadastre qui contiendrait les informations sur la localisation et les caractéristiques des terres. Une des conséquences de la lenteur de l'émission de titres de propriété est le faible nombre de transactions foncières : un peu moins de 27% des exploitations agricoles ont été acquises à partir d'achats de terres. Le marché de la location de la terre apparaît également peu développé : selon le recensement agricole 3,5% seulement des terres cultivées sont louées ou exploitées selon des formes mixtes, et à peine 10% des exploitants sont locataires ou propriétaires-locataires des terres qu'ils cultivent. La très grande majorité des agriculteurs (70% à 93% selon les provinces) possèdent les terres qu'ils cultivent. Cette faible prévalence des modes de faire valoir indirects est bien évidemment reliée au peu de terres agricoles disponibles. Mais une autre raison de la faible activité du marché foncier est le piètre succès du programme d'émission de titres de propriété. En effet, en l'absence de droits de propriété bien établis, la location de la terre peut être risquée. En conséquence, les unités agropastorales sont dans l'impossibilité d'ajuster de manière optimale les terres qu'elles cultivent en fonction de leur dotation en travail alors que le recours parfois massif à la main d'œuvre extérieure, salariée ou échangée, laisse supposer que certaines exploitations sont surdotées en terre relativement à leur main d'œuvre disponible.

Le recensement agricole souligne un autre fait remarquable : au cours d'une campagne agricole, 51% des terres sont inutilisées pour diverses raisons (en barbecho, descanso, tierras no trabajadas). Or, des entretiens menés avec les paysans, il ressort que l'absence ou la cherté de l'eau d'irrigation et des fertilisants, le manque de fonds propres ou les difficultés d'accès à des sources de crédit, explique souvent que des terres potentiellement cultivables restent inutilisées.

Un deuxième facteur significatif du potentiel de création d'emplois de l'agriculture est le contrôle de l'eau. Au Pérou, le seul apport des pluies permet rarement de cultiver une parcelle plus d'une fois par année agricole. Le contrôle de l'eau autorise une plus grande intensité culturale, c'est-à-dire l'accroissement du nombre de fois où une parcelle est récoltée. Une parcelle de terre irriguée peut donc être regardée comme un multiple d'une parcelle non irriguée de même dimension. En outre, l'irrigation peut transformer en terres agricoles des parties du territoire initialement impropres aux cultures, comme le montre le système des *andenes* analysé par Gonzales de Olarte y Carolina Trivelli (1999). Enfin, le contrôle de l'eau est considéré comme un préalable à une plus large utilisation du capital principalement en raison de son impact sur la réduction du risque. Pour l'agriculteur, le risque de mauvaises récoltes ne

signifie pas seulement une diminution de production et donc de revenu mais aussi la perte des intrants investis. Ainsi, un risque hydrique élevé n'est pas favorable à l'investissement agricole.

Du contrôle de l'eau dépend un troisième grand domaine susceptible d'agir sur la capacité d'absorption de main d'œuvre dans l'agriculture, à savoir les techniques de production utilisées. Les agriculteurs péruviens ne peuvent survivre qu'à la condition d'améliorer leur productivité, ce qui signifie investir dans l'adoption de nouvelles techniques. Toutes les techniques ne sont pas désirables dans un contexte de fort sous-emploi. L'irrigation, l'utilisation de semences améliorées et d'intrants comme les engrais, contribuent généralement à augmenter les rendements et l'intensité culturale. Ils ont pour effet principal d'augmenter l'offre de terre et par conséquent d'accroître l'absorption de la main d'œuvre dans les travaux agricoles. Cependant, si l'utilisation d'intrants intermédiaires est étroitement corrélée à des variables techniques comme la réponse des cultures à l'apport d'engrais, la disponibilité en eau, elle répond aussi à des variables économiques comme leur coût, l'accès aux marchés des biens et des facteurs, l'existence de mécanismes de crédit qui conditionnent la rentabilité des différentes cultures. Cette rentabilité est la clé qui gouverne les investissements et l'usage qui est fait des ressources productives.

Or la rareté du capital est un des problèmes majeurs auxquels doivent faire face les agriculteurs péruviens. Les difficultés des paysans à accéder à des services financiers adéquats couplées au coût souvent rédhibitoire des prêts affectent négativement l'utilisation d'intrants et dictent des combinaisons productives sous optimales. Le rationnement du crédit a par conséquent tendance à limiter les créations d'emploi dans l'agriculture. Toutefois, ce phénomène n'est pas récent et ne peut être imputé à l'évolution récente de la politique économique même si les principaux faits marquants concernant le secteur du crédit au cours des décennies libérales (disparition de la Banque Agraire en 1992, élimination de l'obligation faite aux banques commerciales de prêter un montant minimum au secteur agropastoral, libéralisation des taux d'intérêt) n'a pas contribué à améliorer l'offre de prêts au monde rural. La création des Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit en 1992 n'a guère changé les choses car elles n'étaient pas obligées d'accorder une fraction majeure de leurs fonds au secteur agropastoral. Le développement de la microfinance a apporté quelques réponses intéressantes, mais l'offre de fonds reste insuffisante (Trivelli & alli, 2004). En conséquence, 17,3% des foyers ruraux avaient accès au crédit en 2000 et 27% d'entre eux seulement avaient obtenu un crédit des sources institutionnelles (CUANTO, 2000). En outre, L'éventail des taux d'intérêt pratiqués va de 0,4% à 20% par mois, le mode se situant autour de 5% (CUANTO, 2000).

Les raisons pour lesquelles les paysans ont difficilement accès au crédit bancaire et payent des taux d'intérêt élevés sont bien connues et imputables en grande partie aux imperfections structurelles du marché du crédit. Une des principales imperfections tient aux difficultés d'établir avec certitude la capacité et la volonté de l'emprunteur de rembourser les sommes dues. Les prêteurs sont ainsi confrontés à un problème d'identification et de sélection des « bons » emprunteurs. Mais acquérir de l'information sur les emprunteurs est coûteux, et il faut par ailleurs trouver une solution en cas de défaut de paiement. Les prêteurs requièrent donc des garanties. Or la plupart des emprunteurs ne peuvent fournir des garanties tangibles soit qu'ils ne possèdent pas de titre foncier, soit qu'ils en possèdent un dans un contexte d'inactivité du marché foncier, soit qu'ils ne peuvent démontrer leur potentiel productif, etc. Pour toutes ces raisons, tous ceux qui veulent et peuvent payer un crédit ne l'obtiennent pas. En outre, si on laisse le marché fixer le taux d'intérêt d'un prêt en fonction de critères tels que le montant prêté et son terme, le risque associé à l'emprunteur et la nature des garanties qu'il peut offrir, les taux d'intérêt agricoles sont nécessairement élevés : la plupart des montants empruntés sont faibles et supportent des coûts fixes de transaction élevés, le niveau de risque dans le secteur agricole est particulièrement haut, et les garanties offertes ne remplissent pas toujours deux conditions importantes, à savoir la facilité de transfert de propriété et l'absence de perte de valeur dans le temps. En conséquence, ceux qui obtiennent un crédit l'obtiennent souvent à des conditions défavorables.

Puisque l'investissement dans l'agriculture est fonction de la rentabilité de l'activité, alors l'emploi agricole dépend également des prix que les producteurs reçoivent pour leurs produits. Ces derniers sont

fonction d'une part de la performance du système de commercialisation et d'autre part, selon le segment du marché auquel ils sont destinés, de l'état de la demande interne ou des règles du «jeu» des marchés internationaux des produits agricoles de base. Du côté de la demande interne, il a été démontré que l'agriculture péruvienne souffre depuis longtemps d'une rupture entre la structure de la consommation urbaine et la répartition des terres entre les cultures (Alvarez, 1983). La demande solvable des citadins s'est portée sur des produits transformés dont la préparation est rapide, qui sont en général peu faciles à produire dans les zones andines. En conséquence, les paysans péruviens sont restés cantonnés au segment peu rentable et peu compétitif des produits destinés à l'autoconsommation ou aux marchés locaux. L'écart entre l'offre domestique et la demande urbaine a été comblé par les importations, où dans les périodes de crise, par une baisse de la consommation urbaine d'aliments.

L'incapacité du marché à transformer la structure des produits cultivés en fonction des besoins souligne les contraintes que l'environnement andin impose aux producteurs. Mais elle indique également l'existence de freins à la transmission des variations de la demande sur les prix liés à la pauvreté des infrastructures de communication en milieu rural. Le manque de moyens de communication et la faible circulation de l'information sur les prix et leurs tendances ne facilitent pas la commercialisation des produits agricoles. Dans ces conditions, les possibilités de développement de l'agriculture varient en fonction de l'accessibilité des zones rurales et de leur localisation. La proximité d'une ville et sa taille apparaissent ainsi comme des variables déterminant non seulement le potentiel de la demande de produits agricoles mais aussi les coûts de commercialisation. Toutefois, l'élasticité-revenu des produits alimentaires de type urbains est plus forte que celle des produits « traditionnels ». Dans ces conditions, toute croissance des revenus urbains ne peut se traduire par un mouvement positif des prix des produits traditionnels et induire une augmentation de l'offre de produits agricoles susceptible d'améliorer l'emploi et les revenus.

Du côté de la demande externe, les distorsions créées par les subventions aux exportations américaines et européennes défavorisent les paysans péruviens qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture d'exportation⁶ et le fait que le Pérou soit importateur net de produits agricoles ne reflète pas forcément ses avantages comparatifs. Certes, l'accord de l'OMC sur l'agriculture dans le cadre des négociations commerciales du cycle de l'Uruguay a lancé le processus d'élimination des subventions sur les produits agricoles. Mais le niveau de protection reste élevé. Ainsi, dans les pays de l'OCDE, le taux moyen des droits de douane pour les produits agricoles est de 60 %, contre un taux moyen de 5 % pour les produits industrialisés. La baisse des droits de douane et des subventions des pays développés doit rester une priorité sur l'agenda de l'OMC.

5.2. L'emploi alternatif

Le modèle présenté en section 2 souligne que l'éducation, la formation et la qualification sont de puissants ressorts du métier exercé qui opèrent de deux façons. Premièrement, les travailleurs les plus qualifiés soit du fait de leur formation initiale soit du fait de leur expérience d'un métier choisissent les emplois où ils perçoivent des rémunérations plus élevées que les travailleurs non qualifiés (effet-prix). Deuxièmement, les travailleurs moins formés ne peuvent occuper un certain nombre d'emplois disponibles s'ils ne disposent pas des compétences requises (effet-barrière). La probabilité d'occuper un emploi qualifié, salarié ou non, est ainsi positivement associée au capital humain dont sont dotés les individus. Il y a donc là un domaine d'intervention publique de première importance.

La politique éducative fait partie des activités de l'Etat les plus anciennes et les plus régulières. En dépit d'un contexte économique parfois difficile, le Pérou a réalisé des progrès énormes dans la couverture scolaire. L'immense majorité des enfants péruviens s'inscrivent à l'école primaire et les taux de scolarisation dans le secondaire (80% des 12-16 ans) et le supérieur (30% des 17-25 ans) excèdent les

⁶ En 2003, les subventions agricoles des 30 pays les plus riches de l'OCDE ont dépassé 279 milliards de dollars, soit 30 % des recettes du secteur.

taux de beaucoup de pays dont le revenu par tête est proche (World Bank, 2001). Cependant, les disparités entre la ville et la campagne perdurent. Le taux net de scolarisation du secondaire est de 51% en milieu rural contre 57% pour les villes, et celui du supérieur s'établit à 17% contre 22% dans les zones urbaines. En outre, bien que l'égalité entre les sexes dans l'accès à l'enseignement soit une des priorités du gouvernement péruvien, les femmes demeurent moins éduquées que les hommes.

De la même façon, la politique de formation professionnelle est ancienne au Pérou. Elle démarre au milieu des années cinquante avec la Réforme éducative (1957) qui permet la création de Collèges Secondaires de Spécialisation Technique. Sont également créés les Centres de Formation Professionnelle (1956), qui deviendront les Instituts d'Education Supérieurs en 1982. Les Centres d'Education Professionnelle, créés la même année, sont destinés aux étudiants qui n'ont pas terminé leurs études secondaires avec succès. Plusieurs Instituts de Formation Professionnelle financés par les entreprises voient le jour au cours des années soixante dix⁷. En outre, une multitude de programmes spécifiques destinés à des segments particuliers de la population active (jeunes, femmes, instituteurs, micro entrepreneurs etc) ont progressivement été mis en place sous la responsabilité de différents ministères⁸. A côté de ces institutions formelles de nombreux autres acteurs interviennent dans le champ de la formation professionnelle : une myriade d'écoles ou académies privées, plus de 2000 selon des estimations officieuses du Ministère de l'Education, des ONG et différentes coopératives et associations. Ces organismes offrent des formations de courte durée dans des domaines aussi divers que le secrétariat, les compétences médicales, l'esthétique, la coiffure, la décoration intérieure, la façon et la couture, la cuisine, les langues.

La question que pose le nouveau contexte économique est la capacité dont dispose le Pérou à financer des taux de scolarisation de plus en plus élevés dans le secondaire et le supérieur. L'augmentation de l'offre de formation suppose une énorme disponibilité de ressources fiscales qui la met en conflit avec la raréfaction des ressources financières qui peuvent lui être affectées du fait de la priorité donnée au remboursement de la dette. Les dépenses publiques d'investissement dans l'éducation exprimées en pourcentage du PIB sont faibles (3%) par rapport aux pays dont le revenu par tête est voisin ainsi que par rapport à la moyenne des pays d'Amérique Latine (4,5%) (World Bank, 2001). En outre, l'instabilité chronique dans l'affectation sectorielle des dépenses publiques s'est traduite par de très fortes variations dans les dépenses d'éducation au cours du temps. Au cours des années quatre vingt qui furent des années d'extrême volatilité macroéconomique, les dépenses d'éducation ont chuté sensiblement en pourcentage du PIB et en pourcentage des dépenses publiques totales. A partir de 1994, la part des dépenses du gouvernement en faveur de l'éducation augmente dans un contexte où les dépenses publiques exprimées en pourcentage du PIB diminuent. Cette tendance est un indice fort de la volonté du gouvernement de promouvoir l'éducation. Elle démontre que des politiques favorables à l'emploi sont toujours possibles même dans des contextes fiscaux difficiles.

Les écueils dont souffre la formation professionnelle résident surtout dans la grande dispersion des institutions de formation et leur inégale qualité. Chacaltana & Sulmont (2004) estiment qu'à l'heure actuelle, à côté d'une vingtaine d'institutions qui offrent l'ancienneté et la qualité des services requis, coexistent des milliers d'entités qui opèrent dans un vide réglementaire absolu, sans contrôle de qualité et par conséquent sans garantie que les services offerts correspondent aux besoins du marché du travail. En conséquence, les bénéficiaires de la formation extra scolaire ne profitent qu'à ceux qui ont accès à un enseignement dispensé par des institutions « formelles » ou encore ceux qui ont bénéficié d'une formation en entreprise. En outre, en dépit des succès indéniables de certains programmes de formation (*pro joven*

⁷ Les plus connus sont le Centre de Formation et de Qualification Professionnelle (CEFOCAP), El Servicio Nacional de Adiestramiento en Trabajo Industrial (SENATI), le Centre National de Formation au Tourisme (CENFOTUR).

⁸ On trouve principalement le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de Travail, le Ministère de la Santé à travers les Postes de Santé répartis sur tout le territoire, et le Ministère de Promotion de la Femme et du Développement Humain (PROMUDEH).

par exemple), le nombre de destinataires est extrêmement réduit comparativement aux besoins. En conséquence, ces programmes sont loin d'avoir acquis le statut de politique nationale et restent cantonnés la plupart du temps dans des rôles de projet pilote. Une des raisons tient au peu de moyens financiers affectés à ces programmes. En 2002, l'Etat a affecté moins de 1% des dépenses sociales aux politiques d'aide à l'emploi (Chacaltana & Sulmont, 2004).

6. CONCLUSION

Le contexte doctrinal actuel en sciences économiques impose de rappeler que les pays industrialisés ne se sont développés qu'avec l'intervention de l'Etat parce que l'aval implicite du gouvernement contribue à garantir des investissements qui auraient été plus risqués et moins prometteurs s'ils avaient été réalisés sans ces garanties. Les prescriptions néolibérales sont donc en contradiction avec l'histoire ancienne du développement économique de l'occident et celle plus récente des pays nouvellement industrialisés (Sud Est asiatique) qui connaissent une prospérité agricole et industrielle grâce en partie à une forte implication de l'Etat dans la vie économique. Certes, les politiques de stabilisation macroéconomique menées avec modération, peuvent être vues comme une condition préalable à la croissance. Elles ne constituent en aucun cas des stratégies de croissance. Dans la plupart des cas, elles ont contribué à réduire la demande globale parce qu'elles ont été plus attentives au remboursement des créanciers qu'au maintien de l'économie au niveau du plein emploi.

Au Pérou, les politiques macro-économiques de court terme, imposées dans le cadre des ajustements structurels, ont exigé un retrait de l'Etat déjà peu présent. Ces politiques n'ont pas réussi à solutionner les problèmes structurels de l'agriculture péruvienne, à savoir, le manque dramatique de ressources naturelles et financières. Elles n'ont donc pas été favorables à l'emploi agricole. Toutefois, le biais de politique économique défavorable à l'agriculture ne date pas de la libéralisation et de l'ouverture de l'économie. Fondamentalement, les politiques agricoles ont été préoccupées par l'approvisionnement des villes à bon marché plutôt que par le développement de l'emploi et des revenus en milieu rural (Alvarez, 1983).

La persistance du sous-emploi en milieu rural s'explique principalement par l'absence de plan de développement à long terme des campagnes appuyé par de forts investissements publics. Les paysans péruviens se trouvent dans une trappe à sous emploi dont ils ne peuvent sortir sans aide publique. Le mécanisme de cette trappe est à la fois simple et dramatique : l'extrême pauvreté des paysans produit un taux d'épargne très faible, qui, combiné au risque élevé de l'activité, décourage l'investissement en capital physique ou humain. Les investissements étrangers ne se sont pas substitués à l'épargne locale défaillante, parce que l'état des infrastructures et la faiblesse du capital humain, les ont découragés. La pauvreté génère donc les conditions mêmes de sa reproduction. Pour entrer dans le cercle vertueux où la croissance appelle la croissance, le monde rural péruvien a besoin d'investissements publics massifs focalisés sur la réduction du risque, l'amélioration de la productivité agricole, l'accessibilité des individus à toutes les formes de formation, le désenclavement des régions isolées.

Améliorer la productivité agricole implique l'introduction de nouvelles technologies. Or celles-ci entraînent presque toujours de nouveaux risques et l'échec continu des mécanismes de marché destinés à la gestion du risque en milieu rural suggère qu'une des tâches clés de la politique économique est de solutionner ce problème. De ce point de vue, l'investissement dans des infrastructures d'irrigation, pourrait constituer une mesure clé. La diminution notable du risque productif qu'engendre le contrôle de l'eau a de nombreuses implications : il favorise la culture de nouveaux produits plus rentables ; il stimule l'emploi de ressources rares comme les intrants ; il peut favoriser l'accès au crédit grâce à la stabilité des revenus qu'il entraîne. En dehors de la réduction du risque, l'irrigation offre de multiples autres atouts susceptibles d'augmenter l'absorption de la main d'oeuvre: allègement de la contrainte foncière imputable à la rareté naturelle des terres utiles ; accroissement de l'intensité de l'utilisation de la main d'oeuvre; amélioration des rendements par unité de surface source d'augmentation de la rentabilité des cultures.

L'agriculture est cependant loin d'occuper les paysans péruviens à temps plein. En conséquence l'emploi en milieu rural ne se réduit pas à l'emploi agricole et il faut également accroître la capacité des individus à occuper des emplois alternatifs. Le modèle développé attire l'attention sur trois éléments qui devraient susciter la vigilance des autorités en charge de la politique de l'emploi. Premièrement, les enfants des familles rurales ont besoin d'incitations propres à les encourager à fréquenter les collèges et les universités de sorte que tous les enfants aient la possibilité d'accéder à l'enseignement secondaire, voire supérieur, et de le suivre jusqu'à son terme.

Le deuxième domaine de politique économique qui devrait recevoir le soutien des pouvoirs publics est la promotion de services de formation professionnelle qui ont des effets de même amplitude à ceux de la scolarité sur l'accès aux emplois qualifiés. Cette promotion pourrait s'organiser à travers l'établissement d'un cadre réglementaire permettant de définir les orientations prioritaires, d'assurer l'adéquation permanente entre la demande des entreprises et l'offre de formation, et d'établir les procédures de certification de la pertinence et de la qualité des services de formation offerts. Ainsi, chaque postulant pourrait connaître ex ante ce qu'il peut attendre de chaque institution et de chaque programme de formation professionnelle.

Troisièmement, les mesures traditionnelles visant à accroître les niveaux d'éducation scolaire et extra scolaire en milieu rural seront plus efficaces si elles sont associées à des efforts d'amélioration des infrastructures de communication. Les stratégies de promotion de l'emploi rural devraient donc être appuyées par des efforts en direction de l'amélioration de l'accès aux régions rurales, notamment par la route. La littérature récente visant à estimer l'impact de la construction ou de l'amélioration de la qualité des routes en milieu rural montre qu'elles ont des effets puissants sur la probabilité d'occuper un emploi puisque les gains effectifs de la formation dépendent en dernière analyse de l'accessibilité des emplois qui correspondent aux savoirs et compétences acquises. En outre, une infrastructure plus performante influe également sur la fluidité des marchés des biens et des facteurs, la localisation des entreprises en milieu rural, la productivité agricole, et...l'assiduité des enfants à l'école (Jacoby, 1998 ; Estache, 2004). Etant donné le nombre limité d'instruments de politique économique susceptibles d'atteindre les pauvres, le développement d'infrastructures de communication semble un objectif désirable non seulement du point de vue de l'efficacité économique mais aussi de l'équité.

REFERENCES

- Alvarez, E., 1983, *Política económica y agricultura en el Perú 1969-1979*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 343 p.
- Caballero, J.M., 1981, *Economía Agraria de la Sierra Peruana*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 426 p.
- Chacaltana, J., & Sulmont, D., 2004, *Políticas activas en el mercado laboral peruano: el potencial de la capacitación y los servicios de empleo*, in *Políticas de Empleo en Perú*, tomo I, CIES, Lima, 404 p.
- CUANTO, 2000, *Encuesta Nacional sobre la medición de niveles de vida*, Lima, Pérou.
- Elbers, C., & Lanjouw, P., 2001, « Intersectoral Transfer, Growth, and Inequality in Rural Ecuador », *World Development*, 29 (3): 481-496.
- Escobal, J., 2001, « The Determinants of Nonfarm Income Diversification in Rural Peru » *World Development*, 29 (3): 497-508.
- Estache, A., 2004, *Emerging infrastructure policy issues in developing countries-a survey of the recent economic literature*, Policy Research Working Paper n°3442, The World Bank, Washington D.C., 43p.
- Ferreira, F.H., & Lanjouw, P., 2001, « Rural Nonfarm Activities and Poverty in the Brazilian Northeast », *World Development*, 29 (3) : 509-528.

- Figuroa, A., 1980, *La economía campesina de la Sierra del Perú*, fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 146 p.
- Golte, J., 1980, *La racionalidad de la organización andina*, IEP, Lima, 124 p.
- Gonzales de Olarte, E., 1982, *Economías regionales del Perú*, IEP, Lima, 288 p.
- Gonzales De Olarte, E., 1994, *En las fronteras del mercado. Economía política del campesinado en el Perú*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 371 p.
- Gonzales de Olarte, E., 1996, *El ajuste estructural y los campesinos*, IEP, Lima, 138 p.
- INEI, 1994, III Censo Nacional Agropecuario, Lima, Pérou.
- INEI, 2001, Peru : Compendio Estadístico 2001, Lima, Pérou, 784 p.
- INEI, 2002, *Condiciones de vida en los departamentos del Perú 2001*, Lima, 329 p.
- Jacoby, H. G., Access to markets and the benefits of rural roads: a non parametric approach, Policy Research Working Paper n°2028, The World Bank, Washington D.C., 30 p.
- Lanjouw, P., 1999, « Rural Nonagricultural Employment and Poverty in Ecuador », *Economic Development and Cultural Change*, 48 (1): 91-122.
- Mazurek, H & alli, 1998, *Peru en Mapas - Estructura y Dinamicas del Espacio Agropecuario – III Censo Nacional Agropecuario 1994*, ORSTOM-INEI, 218 p.
- Phélinas, P., 2003, « Le rôle de la diversification dans le développement économique : l'impossible mesure », *Economie et Société*, Série F, « Développement » - V, 41 (7-8) : 1373-1403.
- Phélinas, P., 2004, L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien : la richesse des pauvres ? *Economie Rurale*, 282 : 40-58.
- Ranis, G. & Stewart, F., 1993, « Rural Nonagricultural Activities in Development : Theory and Application », *Journal of Development Economics*, 40 : 75-101.
- Reardon, T., Berdegue, J., and Eobar, G., 2001, « Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America: Overview and Policy Implications », *World Development*, 29 (3): 395-409.
- Ruben, R., & Van den Berg, M., « Nonfarm Employment and Poverty Alleviation of Rural Farm Households in Honduras », *World Development*, 29 (3): 549-560.
- Trivelli, C., & alli, 2004, *Mercado y gestión del micro crédito en el Perú*, IEP, Lima, 641 p.